



## Editorial

Peter-Martin Meier  
Direktor SPI  
Directeur ISP

### Ist Community Policing die Konterrevolution zur Industrialisierung der Polizei?

Die Schweizer Polizeikorps wurden immer wieder umstrukturiert und ausgebaut. Die meisten Gemeinwesen standen aber zunehmend unter wirtschaftlichem Druck. Um ihre Effizienz zu steigern, hatten daher verschiedene Regierungen Beraterfirmen engagiert, die Managementtheorien zum Teil direkt aus dem Lehrbuch auf die Polizeistrukturen übertrugen. Vor allem gegen Ende des letzten Jahrhunderts setzte so eine eigentliche Industrialisierung der Polizei ein.

Man konzentrierte sich auf das polizeiliche Kerngeschäft. Bürgernahe Dienstleistungen, die nicht dazu zählten, wurden ausgelagert. Die tägliche Arbeit des Polizisten erfuhr häufig eine Spezialisierung, und einzelne Fachgruppen wurden sogar über Kantonsgrenzen hinweg zusammengefasst. Man wollte Infrastrukturkosten sparen sowie einfacher und schneller Schwerpunkte bilden können. Also hob man Wachen und Posten auf und bildete damit grössere Stützpunkte.

Können aber mit den heutigen Kommunikations- und Transportmitteln nicht auch sehr rasch Schwerpunkte gebildet werden, wenn die einzelnen Polizisten dezentral Dienst tun? Wäre es damit nicht möglich, die Polizei wieder näher an die Bevölkerung zu bringen?

Heute scheint klar zu sein, dass die Konzentration der Kräfte in der Regel zu einer Entfremdung von der Bevölkerung führt. Diese ist dem Grundauftrag der Polizei nicht dienlich. Also werden wieder Kräfte ausgesondert, deren Aufgaben wesentlich weiter und bürgernahe definiert sind.

Hätte eine – heute kaum existente – Polizeiforschung allenfalls dazu beitragen können, diese « Ehrenrunde » zu vermeiden? *format magazine* versucht, dazu die Gedanken anzuregen.

### La Police de proximité, contre-révolution à l'industrialisation de la police?

Les corps de police suisses ont toujours été sujets à des restructurations et à des réorganisations. La plupart des cantons et des communes ont, toutefois, subi de plus en plus de pressions économiques. Pour augmenter leur efficacité, les gouvernements ont engagé à cet effet différents consultants. Ces derniers ont parfois appliqué des théories de management, sorties tout droit des manuels, directement aux structures policières. D'où l'émergence, vers la fin du siècle dernier, d'une véritable industrialisation de la police. Ainsi, toute l'attention était concentrée sur les activités immédiates de la police. Les prestations de services destinées à la population n'en faisaient pas partie. Le travail quotidien du policier s'est, par conséquent, souvent spécialisé et certaines sections ont même été regroupées au-delà des frontières cantonales. L'objectif premier était d'économiser des coûts d'infrastructure et de concentrer plus facilement et plus rapidement les moyens et les forces. De ce fait, des postes de garde et de police ont été supprimés pour former, avec leurs effectifs, des points d'appui plus importants.

Les moyens de communication et de transport actuels ne permettraient-ils pas de concentrer rapidement les ressources, quand bien même les policiers seraient stationnés dans des postes décentralisés? N'y aurait-il pas là une nouvelle possibilité de rapprocher un peu plus la police de la population?

De nos jours, il paraît évident qu'une concentration des forces élargit l'écart entre police et citoyens, ce qui va à l'encontre de sa mission première. On procède donc à un réaménagement des forces en redéfinissant des tâches plus génériques, liées aux besoins véritables de la population.

La recherche policière, au sens académique du terme, qui existe à peine aujourd'hui, aurait-elle éventuellement pu éviter ce « tour d'honneur »? *format magazine* tente d'apporter des éclairages à ces questions.